

## «Des rumeurs et des spéculations», selon Hamid Grine

Page 2

## LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Onzième année - N° 4044 - Mardi 13 décembre 2016 - Prix : 10 DA

Fondation colonel Amirouche

Appel à ériger  
un musée  
à Aït Ouabane

Page 4



Dans le cadre de l'aménagement et la modernisation de la capitale  
**Bouteflika a inauguré le pôle de Sidi Abdallah**

Page 2

L'inhabituelle  
hésitation  
du PT

Par Mohamed Habili

Les législatives de l'année prochaine seront les cinquièmes du genre depuis le retour au processus électoral en 1997. A quelques nouveaux venus près, sans grande influence pour la plupart, ce sont les mêmes partis qui se sont disputés les sièges à l'APN à chacune de ces échéances. On aurait pu croire qu'il en serait différemment pour celles qui viennent, pour cause de boycott de quasiment tous les partis à l'exception du FLN et du RND, et peut-être aussi de quelques autres petites formations. De fait, le doute a plané pendant plusieurs mois à ce propos, mais au bout du compte, c'est la participation qui a fini par prévaloir, bien qu'à ce jour deux ou trois formations ne se soient pas encore déterminées. Seul Jil jadid de Soufiane Djillali, dont la réputation est sans commune avec son poids politique réel, a jusqu'à présent opté clairement pour la non-participation (en l'occurrence terme bien plus juste que boycott, car pour boycotter encore faut-il compter). Deux autres, Taliou El Houriat, parti nouvellement créé par Ali Benflis, et le PT, qu'on n'a pas à présenter, continuent d'entretenir la suspense quant à leurs intentions. Il y a moins d'une semaine, Ali Benflis a plaidé pour la non-participation, mais comme il s'est par la même occasion bien gardé d'être conséquent avec lui-même en la préconisant carrément, quitte pour cela à prendre le risque d'être désavoué plus tard par ses troupes, on peut penser que celles-ci entendent prendre part à la compétition et qu'il ne le sait que trop.

Suite en page 3

L'Algérie réduira sa production à partir du 1<sup>er</sup> janvier

# Le Brent à plus de 56 dollars après l'accord de Vienne



Deux jours après l'accord historique signé à Vienne qui a vu l'engagement de 11 pays producteurs non membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) à diminuer leur production de 558 000 barils par jour, les prix du pétrole ont connu hier une forte hausse. Le Brent était à plus de 56 dollars. Ce qui constitue un début de soulagement pour plusieurs pays touchés par le choc pétrolier, dont l'Algérie, qui réduira pour sa part sa production à partir du 1<sup>er</sup> janvier. Page 3

Bilan du Mawlid Ennabaoui

## Plusieurs incendies signalés

Page 3

La pièce théâtrale «Le voyage de Fahim et le computer»

## Une invitation «pédagogique» à une utilisation réfléchie de l'internet

Page 13



Dans le cadre de l'aménagement et la modernisation de la capitale

## Bouteflika a inauguré le pôle de Sidi Abdallah

■ Le Président Abdelaziz Bouteflika a inauguré dimanche deux sites, dans le cadre de l'aménagement urbain et de la modernisation de la capitale. Il s'agit, en premier lieu, de la nouvelle ville de Sidi Abdallah, située à 25 km d'Alger et comprenant toutes les commodités modernes. Il a également procédé à la mise en service officielle de la ligne ferroviaire Birtouta-Zéralda qui permettra de décongestionner la circulation routière dans cette périphérie.

Par Yacine Djadel

Le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, a procédé, dimanche, à l'inauguration de la nouvelle ville de Sidi Abdallah, située à l'ouest d'Alger. La cérémonie s'est déroulée dans le cadre d'une sortie officielle en présence du Premier ministre, Abdelmalek Sellal, ainsi que quelques membres du gouvernement. Dotée de 5 pôles, dont un urbanistique et un autre technologique, la nouvelle ville de Sidi Abdallah comporte 45 000 logements de type AADL et LPP, dont 20 000 seront distribués prochainement. Compte tenu de l'importance de ce nouveau centre urbain, ce dernier est doté de toutes les commodités modernes en matière d'enseignement, de santé et de loisirs. La cité s'étale sur 7 000 hectares, dont 3 000 destinés à des fins urbaines. Le projet de réalisation de cette nouvelle ville est à 75% de taux d'avancement, alors que sa livraison totale est prévue pour 2018, a précisé Tebboune à l'APS, en marge de l'inauguration. «Sidi Abdallah doit constituer, à l'avenir, un modèle pour les nouvelles villes algériennes, compte tenu des divers pôles d'excellence, dont le pôle résidentiel, le pôle santé, pharmaceutique et biotechnologique, le pôle universitaire et celui des TIC», a-t-il expliqué. Le pôle santé est doté d'un centre com-

portant les dernières technologies de pointe en matière d'appareillages, notamment de radiologie et de radiothérapie.

Ce centre utilisera des techniques innovantes développées aux Etats-Unis et au Japon et nous serons les premiers en Afrique à en faire usage, ont souligné des responsables de ce centre. A ce propos, un pôle Biopharm a été érigé à l'intérieur du centre. Situé à l'entrée Est de la nouvelle ville, le pôle pharmaceutique et biotechnologique combine des espaces vie, des sites technologiques, des laboratoires de recherches en pharmacie et biotechnologie et de fabrication de médicaments. S'étendant sur une superficie de 148 ha, ce pôle compte 42 projets dont 4 sont déjà en activité et 5 autres en cours de réalisation, ont déclaré des responsables. La nouvelle ville verra aussi la réalisation du plus grand centre de loisirs en Algérie avec des parcs aquatiques, des pistes de rallye auto et moto, des centres de sport équestre, des salles et terrains de sport... etc. Ainsi, le pôle urbain de Sidi Abdallah, de par sa sophistication moderne particulière en matière d'infrastructures, se veut une première en Algérie. Un exemple aussi à suivre pour la réhabilitation des autres villes du pays à l'avenir. Cela montre également les efforts et la volonté du gouvernement à faire de la capitale une métropole moderne à l'image de



Ph/D. R.

celles du monde. Pour l'accessibilité aux lieux, il faut savoir que la ville de Sidi Abdallah est reliée par un réseau autoroutier et une ligne ferroviaire qui la raccorde à Zéralda et Alger via Birtouta.

### Bouteflika inaugure la nouvelle ligne ferroviaire Birtouta-Zéralda

La ligne ferroviaire électrifiée Birtouta-Zéralda a été inaugurée le même jour par le président de la République, Abdelaziz Bouteflika. Projet élaboré initialement en vue d'alléger la circulation routière infernale concentrée dans cette zone, il constitue désormais une bouffée d'oxygène pour la côte Ouest d'Alger, asphyxiée habituellement par ce genre de problème. Longue de

21 km et dotée d'une double voie électrifiée et de plusieurs ouvrages d'art, cette nouvelle ligne, d'une capacité de transport de 50 000 voyageurs/jour, relie la localité de Birtouta à Zéralda via la ville nouvelle de Sidi Abdallah. Elle permet également de relier les communes de Birtouta, Ouled chebel, Tessala el Merdja, Douéra et Rahmania à travers cinq gares : Birtouta, Tessala El Merdja, Sidi Abdallah, pôle universitaire de Sidi Abdallah et Zéralda-ville. Réalisée dans le cadre du projet d'aménagement ferroviaire de la région algéroise, cette ligne s'inscrit dans le prolongement de la voie Alger-Blida permettant ainsi aux habitants des communes côtières du Sahel (Staouéli, Zéralda, Douaouda,

Fouka et Bou Ismail) d'atteindre facilement Alger-centre avec un temps réduit. D'ailleurs, Alger-Centre est désormais à 40 minutes seulement de Zéralda grâce à cette ligne alors que ce trajet nécessite au moins près d'une heure et demie en heure de pointe par route. Avec la mise en service de cette desserte, les gares de Birtouta et de Zéralda sont desservies à raison d'un train par sens toutes les 30 minutes, sans compter sa capacité d'offrir des solutions pour le transport au Sahel algérois où l'accès reste difficile aux communes côtières de Zéralda et de Staouéli, à partir de la vieille voie qui longe la côte, ou même de l'autoroute. Y. D.

### Éventuel remaniement ministériel

## «Des rumeurs et des spéculations», selon Hamid Grine

Le ministre de la Communication, a qualifié les informations concernant un éventuel remaniement ministériel de «spéculations et de rumeurs». Dans une déclaration à la presse, en marge d'une conférence-débat sous le thème «le journalisme et l'impératif du zéro défaut», animée par Guy Berniere, consultant international en journalisme et communication, Hamid Grine a démenti les déclarations reprises par la presse selon lesquelles un changement au sein du gouvernement «pourrait avoir lieu dans les jours à venir». Il a été catégorique : «Il n'y aura pas de remaniement ministériel» a-t-il affirmé, ajoutant qu'une telle décision est du seul ressort du président de la République. Par ailleurs, le ministre a estimé que le cycle de formation initié au profit des journalistes s'est traduit par «moins de dramatisation de l'information» et «moins de diffamations» dans la presse algérienne. «Nous constatons de moins en moins d'amplification et de dramatisation de l'information et de moins en moins de diffamations dans la presse algérienne», a indiqué M. Grine. «La presse algérienne est dynamique et talentueuse, mais le problème est dans l'empressement du journaliste, lequel devrait vérifier et croiser l'information», a-t-il dit. S'inscrivant dans la



thème retenu pour cette conférence-débat, M. Grine a fait savoir qu'il préférerait parler «d'exactitude dans la presse au lieu d'objectivité», ajoutant dans le même sens qu'il «ne croit pas aussi à la thèse de "zéro défaut" car il y en a toujours dans le journalisme». Le ministre a ainsi cité en exemple la couverture médiatique du Forum africain d'investissement et des

affaires qu'avait abrité Alger du 3 au 5 décembre, qui a fait l'objet de «beaucoup de spéculations». «Je n'ai pas lu un article qui explique la situation avec ses tenants et ses aboutissants. Le jour où il y aura une explication de la part d'une source non anonyme mais identifiée, qui s'exprime du côté du ministère des Affaires étrangères ou du Forum des chefs d'entreprise (FCE), à ce moment-là nous pourrions dire que nous avons une explication dépassionnée». A une question sur la communication institutionnelle, M. Grine a précisé qu'«il n'y a pas de blocage» à ce niveau, relevant que «chaque ministère communique et dispose de son propre chargé de communication».

### La communication publicitaire doit se construire dans le cadre d'une stratégie

«Pour que la communication soit efficace, elle doit se construire dans le cadre d'une stratégie, sur un positionnement porteur», a indiqué le ministre dans un message adressé aux organisateurs de 10<sup>e</sup> Journées euro-maghrébines sur la communication publicitaire. Il a souligné que cette communication «doit reposer sur la vérité du produit ou de l'entreprise.

Autrement dit, la communication n'est pas un mensonge, n'est pas une duperie, n'est pas une manipulation». M. Grine a relevé que le rôle de la communication consiste à «valoriser le produit ou l'entreprise en fonction de ses attributs», exprimant son souhait de voir ces Journées euro-maghrébines amorcer «une réflexion sur l'éthique et la déontologie dans le monde de la communication et de la publicité». A l'ouverture de cette rencontre, Rachid Hassas, initiateur et organisateur de ces journées, a mis en évidence «la nécessité de réguler le marché de la publicité en Algérie», relevant qu'«environ 4 000 agences de publicité gèrent 70 à 80% de ce marché estimé à 200 millions de dollars, alors que l'ANEP n'en gère que 20%». Pour sa part, Madjid Bekkouche, conseiller du ministre de la Communication, a indiqué, dans son intervention, qu'«au-delà des questions relatives au marché, à sa croissance et à ses chiffres, les préoccupations professionnelles et éthiques sont importantes et méritent d'être examinées, car interpellant le métier de la publicité dans ce qui est fondamental pour se maintenir et se pérenniser : sa crédibilité».

Meriem Benchaouia



L'Algérie réduira sa production à partir du 1<sup>er</sup> janvier

# Le Brent à plus de 56 dollars après l'accord de Vienne

■ Deux jours après l'accord historique signé à Vienne qui a vu l'engagement de 11 pays producteurs non membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) à diminuer leur production de 558 000 barils par jour, les prix du pétrole ont connu hier une forte hausse. Le Brent était à plus de 56 dollars. Ce qui constitue un début de soulagement pour plusieurs pays touchés par le choc pétrolier, dont l'Algérie, qui réduira pour sa part sa production à partir du 1<sup>er</sup> janvier.

Par Nacera C.

Après que les pays producteurs non Opep se sont joints à l'accord de l'Opep sur la réduction de la production mondiale, l'impact de cet accord a été hier très positif sur les cours du baril de Brent qui a dépassé hier les 56 dollars. Ainsi, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en février valait 56,54 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en hausse de 2,21 dollars par rapport à la clôture de vendredi. Dans les échanges électroniques sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de «light sweet crude» (WTI) pour le contrat de janvier gagnait 2,25 dollars à 53,75 dollars. Dimanche soir, durant les échanges asiatiques, les cours de l'or noir ont décollé à leur plus haut en 18 mois, le baril de Brent atteignant 57,89 dollars et celui de WTI 54,51 dollars. En Asie, hier vers 02h00 GMT, le baril de light sweet crude (WTI), référence américaine du brut, pour livraison en janvier, gagnait 2,28 dollars à 53,78 dollars dans les échanges électroniques en Asie. Le baril de Brent, référence européenne, pour livraison en février, gagnait 2,29 dollars, à 56,62 dollars.

Il est à noter que la réduction de la production entrera en vigueur à partir du 1<sup>er</sup> janvier prochain. Pour le cas de l'Algérie, c'est l'Agence de régulation des hydrocarbures (Alnaft) qui a été chargée par le ministère de l'Energie d'appliquer la décision dans le cadre de la mise en œuvre de l'accord d'Alger de limitation de la production Opep. Cette hausse qui semble donner de l'espoir pour plusieurs pays touchés par la chute des prix du pétrole, intervient deux jours



Ph./D. R.

après l'accord de Vienne, qui a vu l'engagement du 11 pays producteurs non membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) à diminuer leur production de 558 000 barils par jour. Il s'agit de l'Azerbaïdjan, Brunei, Bahreïn, Guinée équatoriale, Kazakhstan, Malaisie, Mexique, Oman, Russie, Soudan et Sud Soudan. Il est à savoir que la Russie sera le plus important de ces contributeurs. Ce pays avait déjà annoncé, il y a une semaine, qu'il abaisserait son offre de 300 000 bpj. Pour rappel, le marché était inondé d'«or noir», ce qui a provoqué une dégringolade spectaculaire des prix depuis août 2014. Une baisse qui dure depuis plus de deux ans, ce qui a affecté la situation financière de plusieurs pays dont l'Algérie. L'Opep était parvenue le 30 novembre à s'entendre sur une baisse de sa propre production de 1,2 million de barils par jour,

donnant un coup de pouce aux cours. Un Comité ministériel de suivi de l'accord du 30 novembre se dotera bientôt d'un mode de fonctionnement et de mécanismes pour suivre la mise en œuvre de l'accord. Composé de représentants de l'Algérie, du Koweït et du Venezuela et de deux représentants de pays non-Opep (Russie et Oman), ce Comité se réunira dans les jours à venir pour finaliser les modalités de son fonctionnement. Jeffrey Halley, analyste chez OANDA avait indiqué que l'accord de Vienne «est clairement le catalyseur et les marchés ne tiennent pas compte de la production record de l'Arabie saoudite de novembre». Pour sa part, l'Arabie saoudite, poids lourd du cartel, a annoncé qu'elle irait au-delà de ses promesses initiales, ce qui pourra améliorer les prix du brut. L'Algérie qui a fourni plusieurs efforts pour arriver à l'accord entre les pays de

l'Opep, elle est concernée par l'application de la décision de réduction de la production pétrolière du pays dans le cadre de la mise en œuvre de l'accord d'Alger de limitation de la production Opep. Dans ce cadre, le ministère de l'Energie a chargé l'Agence de régulation des hydrocarbures (Alnaft) d'appliquer cette décision, a rapporté hier l'APS. «Par instruction du 11 décembre 2016, le ministre de l'Energie a instruit l'Agence de régulation des hydrocarbures (Alnaft) de faire procéder par les contractants de gisements d'hydrocarbures liquides à une réduction totale de leur production d'hydrocarbures liquides de 50 000 barils par jour à répartir équitablement entre tous les contractants, et ce, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017 pour une première période de 6 mois. Cette période pourrait être reconductible», indique lundi le ministère de l'Energie. **N. C.**

## Bilan du Mawlid Ennabaoui Plusieurs incendies signalés

Chaque année, les jeux imprudents et dangereux coutumier du Mawlid Ennabaoui font leur lot de victimes. Les imprudences et les comportements dangereux ont fait cette année encore de cette fête religieuse un événement à haut risque. Explosion de pétards de différentes intensités de façon anarchique et dangereuse, des «bombes» lancées en l'air, la fête religieuse a tourné au cauchemar. Mobilisés comme toujours lors de ce genre d'événement, les services de la Protection civile multiplient les interventions. Selon un premier rapport, établi à la veille du Mawlid, des acci-

dents ont été enregistrés consécutifs à l'utilisation abusive de produits pyrotechniques et de bougies. D'après le même bilan de leur unité, un enfant de 11 ans qui a été blessé par un pétard au niveau de l'oreille dans la commune de Staoueli, par ces produits dangereux, a été évacué par les services de la Protection civile à l'hôpital de Beni Messous. Une autre personne incommodée par la fumée suite à des incendies, dans les wilayas d'Alger et Médéa. Ces incidents ont eu lieu en dépit des avertissements lancés en direction de la population les prévenant des risques encourus. De

ce fait, 2 779 interventions ont été enregistrées la nuit du Mawlid, dans les différents types d'interventions pour répondre aux appels de secours, suite à des accidents de la circulation, accidents domestiques, évacuations sanitaires, extinction d'incendies et dispositifs de sécurité, etc. Il s'agit des incendies enregistrés dans la capitale et la wilaya de Médéa. Sept feux se sont déclarés dans des habitations dont cinq dans la capitale. Le lieutenant Khaled Benkhalfallah, chargé de la communication à la Protection civile précise que «ces incendies causés par les produits pyro-

techniques ont éclaté au niveau de certains balcons et cours de maisons dans différentes communes de la capitale (Birtouta, Belfort, El Harrach, Bab El Oued) et dans un hangar de fabrication de poterie aux Eucalyptus. Fort heureusement, ces derniers n'ont fait aucune victime. D'autres incendies ont touché les communes de Mohamed Belouizdad au niveau d'un magasin de vente de pièces de rechange, la commune de Bir Touta au niveau d'un balcon d'une habitation à Haouch El Ganouz. Au niveau de la wilaya de Médéa, les unités de la Protection civile ont procédé à

### LA QUESTION DU JOUR

#### L'inhabituelle hésitation du PT

suite de la page Une

En fait, un nouveau parti quel qu'il soit ne peut pas commencer sa carrière par une abstention, puis attendre on ne sait trop combien d'autres années pour se décider à faire son baptême de feu électoral. Il serait un parti mort-né dans ce cas. Quand il serait sûr que la fraude serait de la partie, et qu'il en ferait les frais lui plus particulièrement, il n'a guère le choix, il est tenu de relever le défi qui se présente à lui, de se battre pour son existence, d'imposer celle-ci. Ce n'est pas en se déroband à l'épreuve, sous prétexte que les dèss sont pipés, qu'il va se faire les dents, se tailler une place dans le paysage politique. Cela fait des lustres que les autres partis se réclamant de l'opposition crient périodiquement à la fraude «massive et généralisée». N'empêche, ils sont dans le coup à chaque fois, car les absents ont toujours tort. Pour qu'un parti puisse se permettre de boycotter une échéance qui n'arrive que tous les cinq ans, il faut qu'il ait d'abord apporté la preuve qu'il existe politiquement. Quant au PT, son cas est différent de celui de Jil Jadid comme de Taliou Al Houriat. C'est un parti qui existait déjà, sous un autre nom toutefois, du temps du parti unique. Par ailleurs, il n'a pas toujours imputé à la fraude ses résultats. Il lui est même arrivé de s'inscrire en faux contre l'accusation formulée à l'union par les autres partis, ce qu'ils ne manquent jamais de faire. On ne connaît pas de cas où il se soit résolu à boycotter. Son penchant naturel est la participation. Il n'en est que plus étonnant qu'il soit parmi les derniers cette fois-ci à faire connaître ses intentions. Non que celles-ci soient particulièrement difficiles à deviner. Qu'il finisse par annoncer sa participation ne fait pas de doute. Plus qu'aucun autre parti peut-être, il ne peut se permettre de boycotter un rendez-vous aussi important que des législatives. Si cette fois-ci il ne s'empresse pas d'annoncer sa participation, c'est peut-être parce qu'il n'a pas assuré ses arrières, par exemple en passant des accords électoraux soit avec le FLN, soit avec le RND, en mesure de lui faire obtenir la vingtaine de sièges auxquels il a eu régulièrement droit.

M. H.

l'extinction de deux incendies. Le premier s'est déclaré au niveau d'une habitation à la cité El Dameyat à 21h43. Cet incendie a causé des gênes respiratoires à une personne traitée sur place puis évacuée vers l'hôpital local. Pour le 2<sup>e</sup> incendie, il s'agit d'un incendie d'une citerne en plastique et de pneumatiques usés à la cité Thniet El Hadjr.

Louiza Ait Ramdane



Fondation colonel Amirouche

# Appel à ériger un musée à Aït Ouabane

■ La Fondation du colonel Amirouche Aït Hamouda a appelé, dimanche dernier, à ériger un musée au niveau du village Aït Ouabane dans la commune d'Akbil (60 km au sud-est de Tizi Ouzou) qui abritait l'un des postes de commandement du martyr Amirouche pendant la révolution libératrice de l'Algérie du joug colonial français.

moudjahidine à se trouver dans cette région. L'armée française avait subi lors de cette bataille d'importantes pertes dans ses rangs dont certains témoins parlent de près d'une centaine de militaires tués et autant de blessés. Pour la Fondation Amirouche, ce lieu historique mérite toute l'attention des pouvoirs publics pour en faire une place de mémoire en guise de reconnaissance des sacrifices de ces valeureux martyrs et moudjahidine. A noter que le wali de Tizi Ouzou, Mohamed Bouderbali, a assisté à cette commémoration dans le cadre des festivités commémoratives du 11 décembre 1960.

H. M.



Ph/DR

Par Hamid M.

C'est le fils du valeureux martyr, Nordine Aït Hamouda en sa qualité de président de ladite fondation qui a exprimé cette revendication à l'occasion de la commémoration du triste anniversaire de la bataille d'Aït Ouabane au cours de laquelle plus d'une quarantaine de martyrs avaient été tués par l'armée de l'occupation française. L'offensive militaire française avait été lancée suite aux informations qui lui étaient parvenues faisant état d'une réunion importante que devait présider feu colonel Amirouche Aït Hamouda. Une importante opération de l'occupant français était entamée dans la zone à l'aube du 11 décembre 1957 bien que les moudjahidine s'étaient rendu compte de la présence militaire française. Selon des témoignages fournis à l'occasion, ils étaient plus d'une centaine de

Une série de rencontres régionales et locales est organisée par le RND dans le cadre de son programme d'activités. Des activités que le parti a localement accentuées depuis le 5<sup>e</sup> congrès du parti et le retour d'Ouyahia à la tête du parti et aussi à l'approche des prochaines échéances électorales, ceci sous la houlette du secrétaire de wilaya Kamal Bouchoucha. Après la rencontre de Sidi-Aïch qui a eu lieu le 26 novembre 2016 et celle de Souk El-Tennine quelques jours avant qui avait été consacrée au développement local et la place de la jeunesse au sein du parti et aussi de la société, samedi dernier c'est la commune d'Akbou qui avait accueilli un regroupement du parti qui avait été consacré à l'histoire de la révolution algérienne, notamment le 56<sup>e</sup> anniversaire du soulèvement populaire du 11 décembre 1960 pour une Algérie algérienne. Le programme a été caractérisé par une exposition sur notre glorieuse révolution, une exhibition de combats et démonstration de King-Boxing, témoignages des moudjahidine et moudjahidate, activités culturelles notamment, la déclamation de poèmes patriotiques et révolutionnaires par des

moudjahidate. Devant une forte présence des membres du conseil de wilaya, M. Bouchoucha a abordé certains points jugés importants. Il s'agit de «la sécurité nationale et la stabilité nationale qui exigent la vigilance de tous et la contribution de chacun; et chacun doit assumer sa part de responsabilité dans la préservation de la nation algérienne». Le deuxième point que l'orateur a considéré comme un défi majeur auquel est confronté notre pays réside dans l'effondrement brutal des prix du pétrole sur le marché mondial, une chute qui a frappé tous les pays exportateurs de pétrole ou de gaz qui, de son avis, ont été contraints à prendre des mesures d'ajustement. Pour lui, «l'Algérie n'a pas échappé à cette réalité, même si les décisions financières prises par le président de la République durant la décennie précédente, permettent à notre pays d'avoir une légère marge de manœuvre encore et aussi les efforts méritoires du gouvernement pour gérer cette situation tendue avec le minimum de conséquences». «Cette crise financière nous invite aussi à encourager toutes les capacités productives dans le pays, pour offrir plus d'emplois à nos enfants et réduire

la facture de nos importations», a souligné le secrétaire de wilaya du parti. Et d'ajouter: «Le dialogue est une tradition ancestrale de notre peuple et il permet de gérer les divergences et les différends». «Nous appelons donc à une utilisation plus grande de cette vertu civilisationnelle», est adressé sans doute aux frondeurs du parti considérant que la réussite du 5<sup>e</sup> congrès du parti intervenu en mai dernier est un nouveau départ, pour conforter notre famille politique et la mettre davantage au service de l'Algérie. «Conforter le Rassemblement c'est consolider le dialogue, la démocratie et la stabilité dans nos rangs ceci par la mise en œuvre des résolutions adoptées par le 5<sup>e</sup> congrès», poursuit le responsable du parti d'Ouyahia estime que «le RND à Béjaïa enregistre une avancée incontestable en termes de structuration du parti à travers l'installation des bureaux sur l'ensemble des communes de la wilaya». «Cette avancée augure une intensification de notre engagement sur la scène locale, à un moment où les défis s'accumulent dans notre wilaya».

Hocine Cherfa

## RND à Béjaïa

### «Chacun doit assumer sa part de responsabilité»

Louis Guigou, chercheur français :

## L'Algérie en passe de retrouver son destin de «grande puissance» en Méditerranée

L'Algérie est en passe de retrouver son destin de «grande puissance» en Méditerranée et en Afrique, a estimé le chercheur français spécialiste de la Méditerranée, Louis Grigou, affirmant que «sans bouleversements intempêtes, l'économie et les mentalités se transforment en profondeur».

«L'Algérie est en passe de retrouver son destin de grande puissance en Méditerranée et en Afrique. Sans bouleversements intempêtes, l'économie et les mentalités se transforment en profondeur. Se dessine une vision ambitieuse et historique pour les Algériens, mais aussi une vision qui doit parler aux Méditerranéens, aux Africains, et aux Européens», a expliqué Louis Guigou, président de l'Institut de prospection économique du monde méditerranéen (Ipemed, Paris), dans une analy-

se publiée par le quotidien économique français «La Tribune».

Pour lui, «l'Algérie emprunte deux chemins qui traversent son territoire».

Le premier c'est celui de l'industrialisation du nord de l'Afrique, de l'Egypte au Maroc, avec l'Algérie au centre. Le second chemin, selon un axe Nord-Sud, c'est celui de la Dorsale Transsaharienne, d'Alger à Lagos, contribuant au développement du Sahel, tout en reliant l'Afrique du Nord à l'Afrique subsaharienne», faisant observer que ce pays, «conscient de son retard», accélère sa diversification économique.

«L'Algérie prend ainsi, progressivement, une place centrale grâce à sa position géographique et à l'abondance de ces matières premières et énergétiques, le chemin de l'industrialisation de la rive Sud de la

Méditerranée», a-t-il affirmé, considérant que «la Ruhr du XXI<sup>e</sup> siècle pourrait être nord-africaine». D'après lui, «il y a bien un mouvement historique, de grande ampleur, qui positionne le Nord de l'Afrique comme la grande zone industrielle en complément de l'Europe» et qui est entretenu et accéléré par le dynamisme «extraordinaire» des entrepreneurs locaux qui amènent les Allemands à s'interroger «l'Afrique sera-t-elle l'Asie du XXI<sup>e</sup> siècle?»

Le président de l'Ipemed a expliqué ce mouvement industriel par les «nouveaux comportements» des entrepreneurs européens qui commencent, selon lui, «à comprendre les bienfaits de la coproduction et du partenariat, avec un pied au Nord et un pied au Sud de leur chaîne de valeurs».

Il a soutenu également que ce

mouvement est «fortement» accéléré par les Chinois qui vont délocaliser 85 millions d'emplois manufacturés en Afrique, et se positionner sur la rive sud de la Méditerranée pour approvisionner l'Europe.

Ce qui lui laisse indiquer que l'Algérie «entend profiter de ce mouvement, tant ses richesses minières et humaines et sa "profondeur" africaine lui attribuent un rôle stratégique», soulignant que ce premier chemin d'industrialisation est «d'autant plus pertinent pour engager le pays qu'il se croise avec un deuxième chemin Nord/Sud que les Algériens veulent et vont construire».

Il a précisé que ce second chemin, en chantier, est celui du transport, de la logistique de la communication, des connexions gazières, et du développement du Sahel.

Pendant, il a estimé que

pour mener à bien ce grand projet géopolitique d'une «Algérie à la croisée des chemins», elle doit surmonter trois difficultés: faire revenir ses élites de France, d'Europe et d'Amérique, retrouver le chemin de l'intégration et de la coopération maghrébine et «réconcilier», enfin, ces deux pays amis, la France et l'Algérie.

«Les Algériens et les Français sont à la Méditerranée ce que les Allemands et les Français sont à l'Europe: des frères ennemis qui doivent redevenir de vrais bons amis capables de construire ensemble leur avenir mais aussi l'avenir au sein d'un ensemble Afrique-Méditerranée-Europe, transformant les relations Nord/Sud en relations de confiance, de coproduction, et de mobilité généralisée», a-t-il recommandé.

Safy T.



## Céréales

# Baisse de la facture d'importation mais hausse des quantités

■ La facture d'importation des céréales (blé, maïs et orge) a baissé de plus de 18% durant les dix premiers mois de 2016, en dépit d'une hausse des quantités importées, selon les Douanes.

Par Amel.B

La facture d'importation des céréales a reculé à 2,31 milliards de dollars (mds usd) entre janvier et octobre 2016, contre 2,85 mds usd sur la même période de 2015, soit un recul de 18,62%. Mais les quantités importées ont connu une légère augmentation en s'établissant à 11,28 millions de tonnes (Mt) contre 11,20 Mt (+0,7%), précise le Centre national de l'informatique et des statistiques des douanes (Cnis). Les céréales qui ont vu leurs quantités importées augmenter sont le blé dur et l'orge contrairement au blé tendre et au maïs. Par catégorie de céréales, la facture d'importation du blé (tendre et dur) a reculé à 1,51 milliard usd contre 1,97 milliard usd (-23,2%), pour des quantités de 6,93 Mt contre 6,92 mt (+0,11%). Pour le blé tendre, la facture d'importation s'est amenuisée à 1,03 milliard usd contre 1,38 milliard usd (-25,8%), alors que les quantités importées ont



baissé à 5,34 Mt contre 5,65 Mt (-5,53%). Concernant le blé dur, la

facture a baissé à 489,23 millions usd contre 590,32 millions usd (-17,12%), avec une hausse des quantités importées qui se sont établies à 1,6 Mt contre 1,27 Mt (+25,2%). Quant au maïs, les importations se sont chiffrées à 665,08 millions usd contre 722,27 millions usd (-7,92%) avec un volume importé de 3,57 Mt contre 3,60 Mt (-0,8%). Pour l'orge, l'Algérie en a importé pour 135,54 millions usd contre 150,26 millions usd (-9,8%) avec une quantité de 767.734 t contre 667.819 t (+14,96%). La baisse de la facture d'importations des céréales malgré la hausse globale des quantités importées s'explique par le recul des cours sur les marchés mondiaux des céréales. Il est constaté que durant les huit premiers mois de 2016, le prix moyen à l'importation par l'Algérie du blé dur est passé à 311 dollars/tonne (usd/t) contre 461 usd/t sur la même période de 2015, en baisse de plus de 32%. Pour le blé tendre, le prix moyen à l'importation s'est établi à 192 usd/t contre 251 usd/t, en recul de plus de 23% entre les deux périodes compa-

raison. Même tendance pour le maïs dont le prix moyen à l'importation par le pays a été de 185 usd/t contre 202 usd/t, en repli de 8%. Dans son dernier rapport, la FAO a mis à jour ses prévisions lesquelles prévoient que les réserves céréalières mondiales atteindront un niveau record d'ici la fin des campagnes agricoles de 2017. Cette agence de l'ONU s'attend à ce que les stocks de céréales augmentent pour atteindre les 670 millions de tonnes, soit une hausse de 1,4% par rapport à la saison précédente.

A.B/ APS

## Agricultures

## Réunir les conditions propices aux zones montagneuses

Le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Abdeslam Chelghoum, a insisté à Tlemcen sur la nécessité de réunir les conditions propices aux zones montagneuses. Le ministre a affirmé, lors d'une rencontre organisée au Parc national de Tlemcen à l'occasion de la célébration de la Journée mondiale des montagnes, que ces zones contribuent, en cas de conditions adéquates, au développement de l'agriculture et à la croissance économique, soulignant «nous devons offrir ces conditions suivant les programmes encadrés par des spécialistes en production et intensification». Il a tenu à rappeler que les zones montagneuses constituent un véritable réservoir de ressources naturelles qu'il faut exploiter pour créer la richesse. M. Chelghoum a, en outre, souligné que ces zones s'ajoutent aux forêts représentant, au

niveau national, 9 millions d'hectares dont 1,5 million ha cultivables et productifs. Elles comptent 300 000 exploitations agricoles activant en domaines agricoles, a-t-il ajouté. Le ministre a rappelé, lors de cette rencontre organisée par la Conservation des forêts de la wilaya sous le slogan «l'agriculture de montagne pour la diversité et le renforcement de l'identité», que son département œuvre à intégrer la forêt et les zones montagneuses dans la nouvelle dynamique de développement global des zones rurales. Après avoir rappelé la situation difficile des zones montagneuses avant 2000, Abdeslam Chelghoum a abordé «la révolution verte» opérée en application du programme du président de la République, Abdelaziz Bouteflika, touchant toutes les wilayas, affirmant que ces programmes ont permis de sortir des zones rurales de la période critique

vécue durant la décennie noire, en plus de la réhabilitation des exploitations agricoles, l'accompagnement des agriculteurs pour réaliser leurs projets et leur soutien financier pour relancer le secteur. Il a cité comme résultat de cette politique, la valeur de la production agricole ayant dépassé 30 milliards de dollars permettant de réduire la facture d'importation des denrées alimentaires, faisant remarquer que 9 milliards de dollars seulement sont réservés à l'importation du lait et des céréales. Le ministre a fait savoir que cette croissance a suscité l'intérêt des investisseurs pour ce secteur et que l'administration est obligée de faciliter l'investissement et lever les lenteurs administratives, surtout que l'Etat œuvre à diversifier l'économie nationale et s'appuie sur des secteurs vitaux après la chute des prix des hydrocarbures au marché mondial.

Souad H.

## Afrique

## La Chine a investi dans 77 projets manufacturiers entre 2003 et 2014

Les entreprises chinoises ont investi dans 77 projets du secteur manufacturier en Afrique entre 2003 à 2014, améliorant l'accès aux nouvelles technologies, selon M<sup>me</sup> Guimei Yao, chercheuse de l'Académie chinoise des sciences sociales. Des investissements à hauteur de 13,3 milliards de dollars qui favorisent le transfert d'une meilleure productivité dans le continent et qui permettent aux pays africains de fabriquer et d'exporter des produits industriels, a indiqué M<sup>me</sup> Yao. Le secteur manufacturier représente toujours une part

importante de l'investissement des entreprises chinoises en Afrique, mais les produits passent peu à peu de «fabriqués en Chine» à «fabriqués conjointement par la Chine et l'Afrique», indique la chercheuse. Selon M<sup>me</sup> Yao, l'Afrique fait face à plusieurs défis qui défavorisent le développement de l'industrialisation dans le continent, dont le manque de politiques, la faiblesse des infrastructures dans les secteurs du transport et de l'énergie et l'insuffisance de professionnels de gestion. Même dans les grandes villes afri-

caines, telles que Nairobi, Addis-Abeba et Accra, les infrastructures dans les secteurs du transport, de la santé et de l'énergie nécessitent une amélioration urgente. Grâce à l'initiative du G20, pour soutenir l'industrialisation en Afrique et dans les pays les moins développés, proposée lors du sommet de Hangzhou, la Chine met l'accent sur la volonté de développement autonome de l'Afrique. C'est également la première fois que le G20 dispose d'un plan d'action pour intégrer le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et mettre

en œuvre la coopération, afin de soutenir l'industrialisation des pays africains et des nations les moins développées, a noté Mme Yao. La zone de coopération économique et commerciale sino-africaine constitue une spécialité dans la coopération Chine-Afrique. Grâce à ce type de zones déjà établies dans certains pays tels l'Egypte, la Zambie et le Nigeria, les pays africains peuvent intégrer les expériences chinoises, renforcer leur niveau d'industrialisation et créer des emplois.

Agences

## Bourse de Tokyo Le Nikkei encore dans le vert, au plus haut depuis un an

LA BOURSE de Tokyo a fini hier à un nouveau sommet en près d'un an, aidé par l'accord de réduction de l'offre de pétrole scellé à Vienne et par la hausse du dollar en amont d'une réunion de la Réserve fédérale américaine (Fed). A l'issue des échanges, l'indice Nikkei des 225 valeurs vedettes a gagné 0,84% (+158,66 points) à 19 155,03 points. Il n'avait pas atteint ce niveau depuis le 17 décembre 2015 et se situe donc à un nouveau record pour 2016. L'indice élargi Topix de tous les titres du premier tableau a pris de son côté 0,40% (+6,07 points) à 1 531,43 points. La séance a été très active, avec 2,95 milliards d'actions échangées sur le premier marché. Sur le volet des monnaies, le dollar s'affichait autour de 115,55 yens, contre 114,40 yens vendredi à la fermeture de la place tokyoïte. L'euro montait aussi, à 122,00 yens (contre 121,45 yens). Ces mouvements sont favorables aux groupes exportateurs qui ont bâti leurs prévisions annuelles de résultats sur des cours nettement moins avantageux. Parmi les 225 composantes du Nikkei, un peu plus de la moitié ont augmenté, sans réelle logique sectorielle. Dans le domaine de l'automobile, généralement dopé par la baisse du yen, le numéro un Toyota a cédé 0,03% à 7 001 yens tandis que Nissan a pris 1,43% à 1 131 yens. Honda a de son côté cédé 0,20%, les investisseurs ignorant un projet de coopération avec la société indonésienne Grab Inc. pour un service de partage de deux-roues dans divers pays d'Asie du Sud-Est.

R. E.



Bouira/Eau

# Projets de raccordement de plusieurs communes au système des grands transferts

■ Une série de projets hydrauliques a été lancée à Bouira pour raccorder plusieurs communes de l'Est, du Sud et de l'ouest de la wilaya au système des grands transferts, à l'occasion de la commémoration du 56<sup>e</sup> anniversaire des manifestations du 11 décembre 1960.



Par Selma N.

Dans la commune de Haizer, située à une dizaine de km à l'est du chef-lieu de la wilaya de Bouira, le wali Mouloud Chérifi, a procédé au coup d'envoi des travaux de réalisation de pose de 09 km de conduite et d'un réservoir de 1000 M3 en vue de renforcer cette municipalité en matière d'eau potable. «L'objectif est

d'arriver au transfert d'une quantité de 3 000 m<sup>3</sup>/jour, dont la quantité transférée actuellement à partir du barrage de Tilesdit est de l'ordre de 2 200 m<sup>3</sup>/jour», a expliqué un des responsables du secteur. Le délai initial de ce projet est 12 mois. Le wali a demandé à l'entreprise en charge des travaux de réduire cette durée et d'achever l'opération dans 06 mois pour une enveloppe de

123 millions de dinars. Par ailleurs, un montant de 800 millions de dinars a été alloué à une autre opération similaire au profit des communes de Hadjra Zerga et Hakmia (sud), à l'extrême sud de la wilaya. L'objectif de ce projet est d'alimenter 19 000 habitants à partir du barrage Koudiet Acerdoune réalisé sur les hauteurs de Lakhdaria. Devant être réalisée dans un délai de 12

mois, «cette opération, qui vise à transférer 35 litres par seconde à l'horizon 2060, est en cours d'analyse et d'évaluation des offres», a expliqué à l'APS le chargé de la communication de la wilaya, Latrache Laâdjaj. Il s'agit aussi d'un projet qui est scindé en trois lots, dont le premier consiste à transférer de l'eau potable à partir du barrage de Koudiet Acerdoune jusqu'à la commune de Maâmoura avec la réalisation d'un réservoir de deux fois 500 M3, et ce pour une enveloppe financière de 157 millions de dinars, alors que le second lot porte sur le transfert des eaux vers la commune de Dechmia et sur la réalisation d'un réservoir de deux fois 600 M3 pour un montant de 109 millions de dinars, selon le responsable. Le troisième lot, porte sur la réalisation d'un réservoir pour le transfert des eaux depuis Maâmoura vers la commune de Ridane (ouest) avec une enveloppe de 85 millions de dinars. Le premier magistrat de la wilaya s'est rendu également dans la commune d'Ain Bessam, où il a lancé les travaux de réalisation d'un nou-

veau réservoir pour augmenter la capacité de stockage des eaux au niveau de cette municipalité avec l'objectif d'atteindre une capacité de distribution de 4 600 m<sup>3</sup>/jour.

S.N./APS

## Ouargla Un village de vacances en projet dans la wilaya déléguée de Touggourt

UN VILLAGE de vacances est en cours de construction dans la wilaya déléguée de Touggourt (160 km au nord de Ouargla), dans le but d'augmenter l'offre en matière d'accueil touristique et de créer de nouveaux espaces de divertissement dans la région, a-t-on appris auprès des services de la wilaya. Couvrant une superficie (extensible) de 7 000 m<sup>2</sup> dans la commune de Nezla, ce projet contribuera, une fois entré en service au cours de l'année prochaine, à consolider les capacités d'accueil de cette région qui connaît un grand déficit en matière de structures touristiques, mais aussi un manque «flagrant» de lieux de loisirs et de détente, a-t-on indiqué. Ce futur village de vacances disposera de diverses installations, dont un hôtel classé 3 étoiles d'une capacité de 56 chambres, des bungalows, des jeux pour enfants et un parc zoologique, en plus d'une salle de conférences et une autre de lecture, selon sa fiche technique. S'agissant de l'impact social, cet investissement privé, qui a nécessité un financement estimé à plus d'un milliard DA, permettra de générer quelque 150 emplois directs et de nombreux emplois indirects, a-t-on fait savoir. Au moins 16 structures touristiques (villages de vacances, hôtels et motels) sont en cours de réalisation à travers différentes communes de la wilaya de Ouargla, selon des données de la direction locale du tourisme et de l'artisanat (DTA). Totalisant une capacité d'accueil estimée à plus de 3 000 lits, ces structures sont actuellement à différents taux d'avancement de leurs chantiers à travers la wilaya de Ouargla qui recèle de nombreuses potentialités naturelles, culturelles et patrimoniales, susceptibles de l'affirmer comme une destination touristique d'excellence, a-t-on souligné à la DTA. R.R.

Boumerdès

## Attribution à Corso de 100 logements socio-promotionnels

Une centaine de logements socio-promotionnels ont été attribués dans la localité de Corso, au nord de Boumerdès, a-t-on constaté. L'opération d'attribution, baptisée du nom du chahid Asklou Ali Ben Mohamed est inscrite au titre de la commémoration des manifestations du 11 décembre 1961. Les festivités de commémoration de cette journée historique à Boumerdes ont aussi englobé l'inauguration d'une station de carburant Naftal

à Boudouaou, ayant fait l'objet d'une opération d'extension en vue de porter sa capacité à 150 m3 de carburant, outre sa dotation avec un système de paiement électronique. L'opportunité a également donné lieu à la baptisation de l'auberge des jeunes de Boumerdes du nom du chahid Merdas Ali, alors que la résidence universitaire des garçons de Boudouaou a été baptisée du nom du chahid Kerchouche

Abdelkader, et la cite des 400 logements de Corso du nom du chahid Derai Rabah. Le programme de cette journée, ayant coïncidé avec la célébration du Mawlid Annabaoui Echarif prévoit, en outre, une veillée religieuse à la zaouia Sidi Abderrahmane Thaâlibi des Issers, en présence des Cheikhs Tahar Ait Aldjet, Mohamed Salah Seddik et Ali Aba. L'animation de cette manifestation sera assurée par les professeurs Amar Kerfi et

Lhadi Lhassani des universités d'Annaba et de Tizi-Ouzou, alors que des hommages sont également prévus en l'honneur de noms réputés de la scène nationale religieuse, avec la distribution de prix aux élèves de la Zaouia, lauréats de nombreux concours. Des expositions photos sur le sujet, des concours divers, des tournois sportifs et des activités artistiques, ont marqué la célébration de cette journée à travers les centres de loi-

El Tarf

## Près d'une trentaine de femmes en formation sur la production d'huile lentisque

Vingt-six femmes de la wilaya d'El Tarf bénéficieront d'un stage de formation pratique dans la cueillette et l'extraction de l'huile de lentisque, dans le cadre d'un accord de coopération algéro-allemand, a-t-on appris auprès du directeur local de l'environnement. Ce stage d'une semaine qui débutera mardi prochain dans la ville de Bizerte (Tunisie) ciblera des femmes rurales des localités frontalières d'Oum Théboul et Bougous d'El Tarf, a précisé Kouider Ferraroune. Ce stage pratique s'inscrit dans le cadre

de la concrétisation du programme GENBI (gouvernance environnementale et biodiversité), initié par le ministère des Ressources en eau et de l'environnement en partenariat avec l'agence de coopération allemande GIZ, a-t-on encore noté. Dispensée par un centre tunisien spécialisé en plantes aromatiques et médicinales, cette formation consolidera les connaissances théoriques portant l'amélioration du procédé d'extraction de l'huile de lentisque de ces femmes rurales et complétera la formation de trois jours organi-

sée à El Kala, du 07 au 09 décembre courant, a-t-on fait savoir de même source. Deux kits d'extraction et de distillation de l'huile de lentisque seront mis à la disposition de ces femmes rurales dès leur retour de cette formation, a indiqué la même source, rappelant qu'il s'agit de la 2<sup>e</sup> session retenu dans ce cadre. Appelée à améliorer le procédé d'extraction de ce produit de forêt, notamment l'huile essentielle dont le prix du litre atteint les 3 000 euros, ce cycle de formation s'inscrit, a-t-il ajouté, dans l'accompagnement

technique de ces femmes rurales qui s'adonnent à cette activité d'une manière traditionnelle. Selon la même source, un bureau d'études français spécialisé dans la certification des huiles essentielles s'est rendu, par ailleurs, vendredi dernier, dans la wilaya d'El Tarf, dans le cadre des perspectives visant l'amélioration de la qualité d'extraction de ce produit de forêt sur la base d'un diagnostic fiable, et ce, avant sa certification internationale qui permettra la valorisation de ce produit de forêt.

Selma N.



Sahara occidental

# «Le peuple sahraoui a le droit de vivre libre sur son territoire»

■ L'eurodéputée Paloma Lopez a souligné, à l'occasion de la célébration de la Journée internationale des droits de l'Homme, que «le peuple sahraoui a le droit de vivre sur son territoire en toute liberté et en toute démocratie».

Par Mondji G.

La lutte pacifique que mène le peuple sahraoui vise à «retrouver la paix qu'il recherche depuis des années pour vivre libre et en toute démocratie sur son territoire», a souligné la parlementaire dans une déclaration. Paloma Lopez a par ailleurs réaffirmé que «la cause sahraouie est une cause juste telle que reconnu par le droit international», en exhortant le peuple sahraoui à «résister et surtout à ne pas perdre espoir d'un avenir meilleur, celui de la liberté». L'eurodéputée a également rappelé que «l'activité du Conseil européen de solidarité avec le peuple sahraoui au sein du Parlement européen ne cesse d'exercer une pression politique sur les Etats membres de l'UE» pour «dénoncer toute violation des accords bilatéraux avec le Maroc, chaque détention arbitraire, chaque violation des droits des prisonniers politiques sahraouis détenus dans les prisons marocaines». Paloma a en outre ajouté que «nous dénonçons aussi toute tentative de spoliation des ressources naturelles du Sahara occidental et chaque atteinte à la liberté des Sahraouis». La parlementaire a souligné que l'intergroupe parlementaire européen cherche aussi «à faire connaître la dure réalité de la vie dans les camps afin de pouvoir contribuer efficacement à soutenir les réfugiés avec de l'aide alimentaire et autres». «L'Europe se dit favorable à la paix et pour les droits de l'homme, alors nous lui exigeons d'agir en conséquence», a-t-elle précisé.

## Le Conseil de sécurité doit respecter la charte des Nations unies

«Le Conseil de sécurité doit respecter la Charte des Nations unies qui consacre comme un droit fondamental aux peuples colonisés de choisir et de décider librement de leur avenir», a-t-

elle souligné avant de préciser que «la décolonisation du Sahara occidental est une affaire pendante qui n'admet pas le droit de veto des grandes puissances». Dans le cas de l'Europe, a-t-elle ajouté «il est clair qu'il faut exercer une pression économique en respect à sa propre légalité qui exige que les accords commerciaux d'association avec le Maroc ne soient pas applicables aux territoires occupés du Sahara occidental» et qu'ils soient subordonnés au respect des droits de l'homme, «conditions qui sont manifestement pas remplies», a-t-elle souligné avant d'ajouter que «toute aide européenne au Maroc devrait être éliminée car, c'est grâce à ça que le Maroc finance sa colonisation du Sahara occidental».

## Le Maroc incapable de répondre au dialogue politique

La parlementaire européenne a par ailleurs affirmé qu'il est temps pour la communauté internationale d'agir pour sanctionner le Maroc qui «est incapable de répondre au dialogue politique pour son manque de respect au droit international». «Le Maroc multiplie les provocations notamment la violation de l'accord de cessez-le-feu et les tensions dans la zone d'Al-Guerguerat ou la présentation de ses projets d'énergie coloniale dans le cadre de la COP22, qui est devenu un moyen de propagande», a expliqué Paloma Lopez qui met par ailleurs en relief, le climat d'impunité dans les territoires occupés ou les conditions de vie des Sahraouis deviennent de plus en plus difficiles avec la répression pratiquée par les forces marocaines. «Le silence de la communauté internationale menace la stabilité de la région», a-t-elle dit avant de se demander «comment les jeunes sahraouis vont-ils croire à une solution pacifique dans des circonstances pareilles». «Ce sont des moments difficiles et



Ph : DR

très inquiétants», a-t-elle précisé. La seule voie possible selon Paloma Lopez «est l'organisation d'un référendum d'autodétermination au Sahara occidental, avec la participation de l'Organisation des Nations unies et le gouvernement de l'Espagne, en tant que puissance administrante pour permettre au peuple sahraoui de s'exprimer

librement sur son avenir». «Il n'y a aucune base juridique qui couvre la présence de l'autorité d'occupation», a-t-elle expliqué. «Le Maroc occupe un territoire illégalement et continue à bloquer la solution légale que permet le droit international, qui est celle d'un référendum», a-t-elle indiqué avant de recommander à la fin, à l'Etat espagnol d'achever

sa décolonisation du Sahara occidental, d'étendre les compétences de la Minurso afin qu'elle puisse «surveiller et signaler les violations persistantes des droits de l'homme au Sahara occidental, et surtout l'organisation du référendum qui est la mission principale comme semble l'oublier certains».

M. G./APS

## La Confédération espagnole de l'Intersyndicale condamne les violations marocaines

LA CONFÉDÉRATION espagnole de l'Intersyndicale a condamné les violations systématiques des droits de l'Homme commises par l'occupant marocain dans les territoires occupés du Sahara occidental, appelant les Nations unies à fixer une date pour la tenue d'un référendum pour l'autodétermination du peuple sahraoui. A l'occasion de la Journée internationale des droits de l'Homme, un responsable à la Confédération Intersyndicale, Jaime A. Tonda, a «condamné fermement les procès injustes contre les prisonniers politiques sahraouis du groupe de Gdeim Izik», exigeant leur «libération et de tous les prisonniers politiques sahraouis dans les geôles marocaines». M. Tonda a demandé aux Nations unies de fixer une date pour la tenue d'un référendum pour l'autodétermination du peuple sahraoui. Plus tôt samedi, l'eurodéputée Paloma Lopez a souligné que «le peuple sahraoui a le droit de vivre sur son territoire en toute liberté et en toute démocratie». La lutte pacifique que mène le peuple sahraoui vise à «retrouver la paix qu'il recherche depuis des années pour vivre libre et en toute démocratie sur son territoire», a souligné la parlementaire dans une déclaration à l'APS. Paloma Lopez a par ailleurs réaffirmé que «la cause sahraouie est une cause juste tel que reconnu par le droit international», en exhortant le peuple sahraoui à «résister et surtout à ne pas perdre espoir d'un avenir meilleur, celui de la liberté».

R.M.

Tunisie

## Trois députés annoncent leur démission de Machrou Tounes

Le député Mustapha Ben Ahmed a annoncé, dans un communiqué, son retrait du Bloc Machrou Tounes Al-Horra. Selon le même communiqué, les députés Mondher Belhaj et Walid Jellad se retirent de toutes les structures de Machrou Tounes et démissionnent du parti. Cette décision intervient en réaction au vote du bloc Machrou Tounes Al-Horra contre le projet de loi de finances 2017, apprend-on de même source. Dans une déclaration dimanche à l'agence TAP, Mustapha Ben Ahmed a indiqué que sa démission du parti et du bloc parlementaire Machrou

Tounes Al-Horra intervient en réaction à la position contradictoire du bloc qui a voté les budgets des ministères et s'est opposé au projet de la loi de finances dans son intégralité. Il était important, a-t-il argumenté, d'apporter son soutien à la Tunisie dans la conjoncture difficile qu'elle traverse et de ne pas affaiblir l'Etat et par conséquent le budget de l'Etat. Pour sa part, Mondher Belhaj a déclaré à l'agence TAP, que sa démission de toutes les structures de Machrou Tounes telle qu'annoncée officiellement par communiqué vient en réaction à «l'absence de responsabilité

politique» de la part du mouvement et du bloc Machrou Tounes Al-Horra. «Il est du devoir et du droit du député de discuter les détails du budget de l'Etat, de s'opposer et de modifier certaines dispositions mais il est inadmissible de voter contre le budget et la loi des finances», s'est-il indigné. «Ne pas adopter le budget de l'Etat et la loi de finances porte atteinte à la crédibilité de l'Etat et enverrait un message négatif aux investisseurs et aux bailleurs de fonds, d'autant, a-t-il dit, que la Tunisie a accueilli récemment la Conférence internationale sur l'investissement». «Voter contre le bud-

get est irresponsable et non sérieux», a-t-il ajouté, estimant que cela s'inscrit dans le cadre de «calculs politiques trouvant leur expression dans une alliance suspecte entre le secrétaire général de Machrou Tounes et le président de l'Union patriotique libre». Rappelons que les députés Mustapha Ben Ahmed, Mondher Belhaj et Walid Jellad s'étaient opposés, dès l'ouverture de la 3<sup>e</sup> session parlementaire (17 octobre en cours), au changement de l'appellation du bloc Al-Horra, devenu désormais «Bloc Machrou Tounes Al-Horra».

Kamel L./Agences





Taiwan

# Pékin adresse un premier avertissement à Trump

■ Pékin a mis en garde hier contre une détérioration de ses liens avec les États-Unis, au lendemain d'une nouvelle sortie de Donald Trump qui a menacé de chambouler 40 années de relations sino-américaines en évoquant une reprise des relations officielles avec Taïwan.

«**N**ous avons pris note des informations en question et sommes gravement préoccupés», a reconnu le porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères, Geng Shuang, à propos des nouvelles déclarations faites la veille par le président élu des États-Unis sur la chaîne de télévision Fox. Depuis le début du mois, ce dernier a multiplié les déclarations embarrassantes pour Pékin, qui avait pourtant semblé accueillir son élection le 8 novembre avec bienveillance. Au point que le régime chinois a dans un premier temps réservé ses coups au frère ennemi taïwanais et ménagé le bouillant milliardaire, excusé pour son «inexpérience» diplomatique. Mais Pékin a lancé un premier avertissement hier au nom de la défense du «principe de la Chine unique», celui-là même que Donald Trump a menacé dimanche de jeter aux orties. Pékin impose la reconnaissance de ce principe à tout pays avec qui il entretient des



relations diplomatiques. Cette formulation empêche toute indépendance formelle de l'île de Taïwan, séparée politiquement du continent depuis 1949 et que Pékin souhaite réunifier au reste de la Chine. L'appellation officielle de Taïwan reste «République de Chine». «Je ne sais pas pourquoi nous devons être liés à une politique d'une Chine unique, à moins que nous passions un accord avec la Chine pour obtenir d'autres choses, y compris sur le commerce», a estimé M. Trump, qui avait déjà écorné ce principe début décembre en prenant un appel téléphonique de la présidente taïwanaise Tsai Ingwen, au grand dam de Pékin. Donald Trump rompait ainsi avec la ligne de conduite des présidents américains depuis l'établissement des relations diplomatiques avec Pékin en 1979, à savoir de ne pas entretenir de contacts officiels avec des dirigeants taïwanais – même si Washington continue à fournir

des armes à l'île. «La question de Taïwan touche à la souveraineté et à l'intégrité territoriale de la Chine. Elle est liée aux intérêts fondamentaux de la Chine. Le respect du principe de la Chine unique est le socle du développement des relations sino-américaines», a rappelé M. Geng. Si ce principe devait être «compromis ou bouleversé, il ne saurait plus être question de croissance saine et régulière des relations sino-américaines ni de la coopération bilatérale dans d'importants domaines», a-t-il averti. Comme en écho, la presse chinoise se faisait menaçante vis-à-vis du futur hôte de la Maison Blanche. Si le prochain président soutient ouvertement l'indépendance de Taïwan et accroît les ventes d'armes à l'île, Pékin pourrait alors aussi «vendre secrètement des armes» à «des forces hostiles aux États-Unis», menace ainsi le quotidien nationaliste *Global Times*. Mais d'autres voix continuent à prôner la prudence,

à l'instar de Wu Xinbo, spécialiste des relations sino-américaines à l'Université de Fudan à Shanghai, qui voit dans les

déclarations de Donald Trump «une technique de négociation». «Il sait que la question de Taïwan est extrêmement sensible pour la Chine», observe l'expert. «Il joue cette carte en espérant obtenir des concessions de la Chine sur les questions commerciales qui le préoccupent». En réaction, Pékin ne doit pas trop s'alarmer ni réagir de façon trop brutale. «Il faut attendre sa prise de fonctions (le 20 janvier) et voir ce qu'il fait concrètement», plaide l'universitaire. Outre la question de Taïwan, Donald Trump a renouvelé dimanche ses critiques habituelles contre Pékin, accusé tour à tour de dévaluer sa monnaie pour soutenir ses exportations, de construire «une énorme forteresse en mer de Chine méridionale» ou encore de ne rien faire pour contrer les ambitions nucléaires de la Corée du Nord.



## Points chauds

### Invitations

Par Fouzia Mahmoudi

Décidément, Emmanuel Macron restera un homme plein de surprises. Celui qui était encore un inconnu du grand public il y a trois ans, et qui ne s'est jamais confronté jusqu'ici au vote des urnes, est l'un des grands favoris de la prochaine élection présidentielle française d'avril prochain. Celui-là même dont tous attendaient la présentation de son programme vient une fois encore de surprendre non seulement les médias mais aussi la scène politique. En effet, celui que tous présentaient déjà comme un candidat du centre à tendance de droite malgré ses débuts dans un gouvernement socialiste vient de dévoiler son programme qui est sans conteste un programme de gauche. Un programme d'ailleurs bien plus à gauche que celui même qui est attendu du candidat socialiste Manuel Valls. Et son programme a de quoi séduire une large palette de Français. Tant et si bien que le partisan de Valls, Jean-Christophe Cambadélis, qui est également premier secrétaire du Parti socialiste, a montré son inquiétude en usant de la «plaisanterie», et déclarant être prêt à lui remettre une carte du PS. Mais surtout Cambadélis insiste encore et toujours pour que Macron intègre la primaire de la gauche qui doit se tenir dans quelques semaines. Car pour Cambadélis, toute candidature hors primaire empêchera la gauche de se qualifier pour le second tour de l'élection présidentielle. Sous-entendu aussi, tout candidat extérieur sera responsable de la division et de l'élimination de son camp. Alors, le patron du PS continue de mettre la pression sur Emmanuel Macron. Le premier secrétaire du PS explique être prêt à enjamber les règles de sa propre primaire pour tenter de convaincre le fondateur de «En Marche !» d'y participer : «Je suis prêt à faire un geste s'il est prêt à en faire un et lui accorder une «wild card» pour la primaire». Autrement dit, s'il veut participer à ce scrutin, Emmanuel Macron pourra le faire après le dépôt officiel des candidatures fixé au 15 décembre. Et il aura même jusqu'au dernier moment pour se décider. Mais l'invitation risque de rester sans suite tant l'entourage de l'ancien ministre de l'Économie répète, comme l'intéressé d'ailleurs, que sa décision de ne pas se soumettre à une quelconque primaire est «irrévocable». «Ces appels ne sont faits que pour justifier à l'avance l'échec de la primaire. Ils démontrent surtout l'état de fébrilité et d'incertitude du PS», analyse déjà de son côté un proche de Macron. Ce passe-droit, Jean-Christophe Cambadélis est aussi prêt à l'accorder à Jean-Luc Mélenchon. Ainsi, Christophe Borgel, l'organisateur de la primaire du Parti socialiste, a-t-il expliqué en petit comité que «si le 2 janvier, après les fêtes, ils disent qu'ils veulent finalement participer, on trouvera une solution». Mais il y a fort à parier que ni Emmanuel Macron ni Jean-Luc Mélenchon n'accepteront cette invitation, chacun des deux espérant justement représenter aux yeux du peuple de gauche une alternative au candidat officiel du PS qui ne fera que porter sur ses épaules les échecs successifs et trop nombreux du gouvernement socialiste qui a gouverné la France ces cinq dernières années.

F. M.

Turquie

## Le bilan du double attentat d'Istanbul s'élève à 44 morts

Le double attentat qui a frappé samedi soir le cœur d'Istanbul a fait au moins 44 tués, selon un nouveau bilan fourni par le ministre de la Santé et rapporté hier par les médias turcs.

«C'est très douloureux d'avoir perdu 36 de nos policiers et huit de nos civils dans une attaque sanglante», a déclaré le ministre Recep Akdag devant le Parlement à Ankara, selon l'agence de presse Dogan.

Ce double attentat, qui a eu lieu près du stade de l'équipe de football de Besiktas, dans un quartier très fréquenté d'Istanbul, a été revendiqué par les Faucons de la liberté du Kurdistan (TAK), un groupe radical kurde proche du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK).

Un précédent bilan faisait état de 38 morts et 166 blessés.

Après l'attentat, les autorités

turques ont arrêté plus de cent membres du principal parti prokurde du pays, a rapporté hier l'agence progouvernementale Anadolu.

Les arrestations ont visé des membres du Parti démocratique des peuples (HDP) dans l'ensemble du pays. Parmi les personnes arrêtées figurent notamment les chefs de section du HDP à Istanbul, Aysel Guzel, et à Ankara, Ibrahim Binici, selon Anadolu.

Les membres du HDP arrêtés sont soupçonnés d'appartenance au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), considéré comme un groupe terroriste par Ankara, ou d'en relayer la propagande, a ajouté Anadolu. Début novembre, les coprésidents du HDP Selahattin Demirtas et M<sup>me</sup> Figen Yüksekdag et une dizaine de députés de cette formation avaient été arrêtés et placés ven-

dredi en détention préventive dans le cadre d'une enquête «antiterroriste» liée au PKK.

Les dirigeants du HDP, deuxième parti d'opposition en Turquie, sont les deux personnalités kurdes les plus en vue à être arrêtées depuis le putsch avorté de la mi-juillet, à la suite duquel de vastes purges tous azimuts ont été lancées.

Le président turc Recep Tayyip Erdogan considère que le HDP est étroitement lié au PKK et a fait savoir qu'il ne considérerait plus cette formation comme un interlocuteur légitime, qualifiant régulièrement ses membres de «terroristes».

En mai, le Parlement turc a voté la levée de l'immunité des députés menacés de poursuites judiciaires, une mesure contestée visant notamment les élus du HDP.





La pièce théâtrale «Le voyage de Fahim et le computer»

## Une invitation «pédagogique» à une utilisation réfléchie de l'internet

■ La pièce théâtrale «Rihlat Fahim oua el hassoub» (Le voyage de Fahim et le computer) a été présentée au théâtre régional de Constantine devant de nombreux enfants. Proposant un message éducatif, elle se veut un conseil aux enfants pour une utilisation positive de l'internet. Sa présentation s'inscrit dans le cadre d'une série de spectacles programmée à l'occasion des vacances d'hiver.

Par Abia Selles

Le théâtre régional de Constantine propose une série de spectacles théâtraux aux enfants à l'occasion des vacances hivernales. Les enfants seront gâtés durant cette période avec des représentations théâtrales traitant différents thèmes qui les intéressent.

En effet, c'est la générale de la pièce pour enfants «Rihlat Fahim oua el hassoub» (Le voya-

ge de Fahim et le computer) qui été présentée au théâtre régional de Constantine (TRC). Cette pièce se veut une invitation «pédagogique» à une utilisation réfléchie et positive de l'internet.

La pièce réconciliant l'enfant et le livre, raconte l'histoire du petit Fahim qui délaisse ses devoirs pour naviguer sur le web dont les images des divers sites Youtube, Facebook, Google et autres virus et anti-virus ainsi que Donatello, figure du dessin

animé Tortues ninja, le poursuivent dans ses rêves.

Lorsque Fahim recourt pour résoudre ses devoirs à ses compagnons virtuels, ces derniers se révéleront incapables et lui conseillent de retourner au livre. Chose qu'il fera et parviendra à améliorer ses résultats scolaires.

Le spectacle de 55 minutes, tout en abordant un sujet sérieux, réussit à installer dans la salle une ambiance d'hilarité et de gaieté grâce au jeu corporel



des six comédiens et une belle scénographie baignée dans une musique agréable.

Un bon accueil a été réservé par les enfants venus en grand nombre voir la pièce mise en scène par Salaheddine Milat et écrite par Soufiane Hocine dans un style direct alternant sans discordance arabe dialectal et classique.

Approché à la fin du spectacle, Milat a indiqué être satisfait à la fois par le jeu des comédiens et l'accueil du public dans une pièce d'un seul acte qui, a-t-il noté, requiert «un long souffle et une grande performance physique».

Le théâtre régional de Constantine propose au jeune public du 24 au 31 décembre une série de spectacles à l'occasion des vacances d'hiver, a indiqué son directeur, Mohamed Zetili.

A. S.

### Cinéma

## Le ministre de la Culture salue le cinéma iranien

Le ministre de la Culture, Lazeddine Mihoubi, s'est réjoui, dimanche à Téhéran, du niveau du cinéma iranien et appelé à la coopération bilatérale dans les domaines technique et de formation.

Au terme de sa visite à la Cité du cinéma Ghazali, le ministre s'est dit admiratif de l'évolution du cinéma iranien qui se reflète dans la qualité des créations des artisans et artistes en termes de décor, d'accessoires et de costumes. Lors de cette visite, qui s'inscrit dans le cadre de la Semaine culturelle algérienne (12 au 16 décembre), M. Mihoubi a eu à voir les réalisa-

tions de l'industrie cinématographique, notamment les studios dans lesquels ont été tournés de grands films et feuilletons tels que «Youcef Essedik».

Le ministre s'est rendu également dans les réserves de logistiques de l'industrie cinématographique (accessoires, décors, costumes...). M. Mihoubi et la délégation l'accompagnant se sont déplacés à travers les sites reconstitués dans la Cité du cinéma Ghazali qui s'étend sur 34 hectares, dont des anciennes villes ayant abrité de grands événements historiques, des sites archéologiques et autres villes modernes.

La délégation a visité aussi les chantiers de réalisation de nouveaux studios, dont un décor de tournage d'un film de fiction.

La visite du ministre a coïncidé avec le tournage d'un film documentaire de 45 mn sur la vie et l'œuvre de l'éminent savant Abu Bakr Al-Razi.

Le ministre de la Culture a indiqué que cette Cité explique le succès du cinéma iranien, car l'œuvre cinématographique est une création sous-tendue par d'autres domaines importants de l'industrie du film.

M. Mihoubi a exprimé, dans ce sens, la volonté de coopération entre l'Algérie et l'Iran dans

ce domaine, notamment en matière de formation pour profiter de l'expérience du cinéma iranien.

Le coup d'envoi de la Semaine culturelle de l'Algérie à Téhéran a été donné hier soir par les ministres de la Culture des deux pays.

Plusieurs activités culturelles figurent au programme de cette manifestation qui sera inaugurée par une soirée animée par l'Ensemble national algérien de musique andalouse (Enama), dont des concerts, des conférences, des expositions artistiques et de produits de l'artisanat.

L. B.

## Journées littéraires de Khenchela Ouverture de la 3<sup>e</sup> édition

Le coup d'envoi de la 3<sup>e</sup> édition des journées littéraires de la ville de Khenchela, sous le slogan «Aurès, mémoire d'un lieu», a été donné dimanche à la maison de la culture du Chahid Ali-Souaï, en présence de plusieurs poètes et écrivains.

Cette manifestation culturelle de deux jours a été marquée par la participation d'hommes de lettres venus des wilayas de Souk-Ahras, Tébessa, Oum El-Bouaghi, Batna et Constantine, ainsi que de Sétif, Biskra, El-Oued et Djelfa.

Il s'agit d'une occasion pour fêter la littérature et inciter ces poètes et écrivains à développer leur sensibilité artistique par le contact et, partant, enrichir leurs expériences, a déclaré Messaoud Abdessamed, directeur de la Maison de la culture lors de son intervention, précisant que des communications sur la littérature arabe et amazighe rehausseront ce rendez-vous culturel.

Les organisateurs prévoient aussi un hommage à une figure littéraire, le D' Ahcène Telliliani qui sera l'invité d'honneur de cette 3<sup>e</sup>

édition de ces journées, a-t-on fait savoir. Des ventes dédicaces des ouvrages du poète Djamel Remilli, du chercheur Mohamed Salah Ounissi, ainsi que du journaliste Nedjemeddine Sidi-Athmene seront organisées au cours des ces journées, a-t-on souligné. La poésie féminine est également à l'honneur aux journées littéraires de Khenchela à travers la participation de plusieurs poétesses venues notamment du sud du pays, a-t-on ajouté.

F. H.

## Quelques jours après son décès

### Le violon de Hadj Tahar Fergani sera offert au musée Cirta

Le violon de feu Hadj Mohamed Tahar Fergani sera offert au musée national Cirta de Constantine «pour perpétuer sa mémoire et l'histoire de la musique algérienne», a annoncé le fils du maître du malouf, Salim Fergani, dimanche soir, lors d'une visite de la ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, M<sup>me</sup> Mounia Meslem, à la maison du défunt pour présenter ses condoléances. «Le violon a accompagné le maître du malouf dans ses

concerts depuis 1952 et est le préféré parmi les instruments musicaux que possédait El Hadj», a précisé Salim Fergani.

Qualifiant de «grande perte» la mort du maître incontesté du malouf, M<sup>me</sup> Meslem a estimé que «la voix du maître, son coup d'archet, ses œuvres et sa contribution dans la préservation de la musique savante resteront à jamais gravés dans la mémoire collective».

M<sup>me</sup> Meslem s'est également rendue à l'établissement des personnes âgées de la

commune de Hamma Bouziane, où elle a partagé un dîner avec les pensionnaires de cet établissement, à l'occasion du Mawlid Ennabaoui.

In situ, la ministre s'est enquis des conditions d'hébergement des pensionnaires et a donné des instructions à l'effet de favoriser davantage la prise en charge sur le plan psychologique des résidents de cet établissement.

D. R.

### AGENDA CULTUREL

Galerie Seen Art (156 Lotissement El-Bina, Dély-Ibrahim, Alger)

Jusqu'au 7 janvier 2017 : Exposition «Alger, je te vois» de l'artiste Rachid Djemai.

Galerie des Ateliers Bouffée d'art (résidence Sahraoui, les Deux-Bassins, Ben-Aknoun, Alger)

Jusqu'au 7 janvier 2017 : Exposition collective d'arts plastiques par les artistes

Valentina Ghanem, Djazia Cherrih, Naïma Doudji, Djahida Houadef, Guita, Adane, Chegrane, Bourdine, Zerarti, Hioun, Belbahar, Zoulid, Dahel, Youcef Hafid et Djeflal.

Musée national du Bardo (avenue Franklin-Roosevelt, Alger)

Jusqu'à la fin de l'année : Exposition «L'Algérie dans la préhistoire». Recherches et découvertes récentes.

Institut français d'Algérie 19 janvier :

Joyce Jonathan, la dernière sensation de la musique française, sera en représentation en Algérie.



## Coup-franc direct

### Apprendre à être patients

Par Mahfoud M.

**A** un mois et demi de la CAN, la tension se ressent sur les épaules du coach national, le Belge Leekens, qui aurait déclaré que les Verts ne pourraient pas décrocher la Coupe d'Afrique. Même si le driver des Verts n'a pas donné des explications sur cette déclaration, il faut avouer qu'il a quelque part raison. Ayant pris en main l'équipe depuis seulement un mois et demi, peut-on exiger de lui des résultats immédiats et lui demander de remporter le titre africain ? Il faut savoir qu'un titre ne se gagne pas après quelques jours de travail et qu'il faut donc être patients. Nos compatriotes sont d'origine impatients, c'est leur premier défaut. Il est vrai que la déception a été grande après que le Mondial s'est éloigné suite à la défaite face au Nigeria et avant cela le nul face au Cameroun, mais le football est fait de défaites et de succès et il faut croire maintenant au travail sur le long terme. L'instabilité au sein de la sélection nationale fait que tout le monde devra y mettre du sien et se donner à fond pour tenter de se reprendre après une période quelque peu difficile. Cette CAN devrait être une période transitoire, même s'il faut tout donner et aller le plus loin possible. **M. M.**

### Jeux africains de la jeunesse-2018

#### 24 sports pour le rendez-vous d'Alger

**LES 3<sup>ES</sup> JEUX** africains de la jeunesse, prévus à Alger du 19 au 28 juillet 2018, comporteront 24 disciplines retenues conjointement par le comité d'organisation et la commission technique de l'Association des comités nationaux olympiques d'Afrique (ACNOA). Le choix s'est porté sur 22 sports olympiques et deux non olympiques. Les disciplines olympiques sont : l'athlétisme, l'aviron, le badminton, la boxe, le canoë, le cyclisme, l'escrime, le football, le judo, la lutte, la natation, le rugby, le tennis, le tennis de table, le beach-volley, la gymnastique, l'haltérophilie, le handball, la voile, le volley-ball, le taekwondo et l'équitation. Les deux disciplines non-olympiques sont le basket-ball (3x3) et le karaté qui va intégrer les JO en 2020. Par rapport à la dernière édition à Gaborone (Botswana-2014), l'édition d'Alger connaîtra l'intégration du basket-ball (3x3), du beach-volley, de l'équitation et de la voile, contre la suppression du triathlon, du golf, du netball et du basket-ball. Les Jeux africains de la jeunesse d'Alger, les 3<sup>es</sup> du genre, devront rassembler quelque 2500 athlètes des 54 pays membres de l'ACNOA. «Ce programme permettra de préserver les acquis par une bonne préparation et une mise en condition des plus jeunes sportifs qui représentent l'avenir», a indiqué le président de l'ACNOA, Lassana Palenfo, sur le site de l'instance africaine. Les règlements techniques des différentes épreuves prévues au programme sportif des troisièmes

Jeux africains de la jeunesse seront édités en collaboration avec les confédérations sportives continentales, ajoute le site de l'ACNOA. Lors de sa récente visite à Alger à la tête d'une délégation d'experts africains, Lassana Palenfo avait assuré que ce rassemblement juvénile sera «une plateforme d'échange culturel et de partage de valeurs d'excellence, d'amitié et de respect mutuel». La délégation d'experts africains a appelé les représentants des pays membres de l'instance olympique africaine à aider les organisateurs, en «respectant les délais des engagements et prendre toutes les dispositions pour faire participer leurs jeunes et futurs talents à cette manifestation qui va de succès en succès». Les Jeux africains de la jeunesse d'Alger seront qualificatifs aux Jeux Olympiques de la jeunesse à Buenos Aires (Argentine).

## Mise à jour de la Ligue I Mobilis L'USMH favori face au MOB

■ L'USMH sera, aujourd'hui, en appel au stade du 1<sup>er</sup>-Novembre d'El Harrach avec ce match comptant pour la mise à jour de la Ligue I Mobilis face au Mouloudia de Béjaïa. La rencontre est très importante pour la formation algéroise.



Par Mahfoud M.

**E**n effet, les Jaune et Noir souhaitent confirmer et enregistrer un autre succès qui leur permettrait de se frayer une place au milieu du tableau. Les poulains de Charef savent ce qui les attend et se doivent de se donner à fond s'ils veulent aller de l'avant et terminer la phase aller sur une bonne note. Certes, la formation harrachie part avec les faveurs du pronostic mais elle doit tout faire pour tenter de renverser la vapeur. Les coéquipiers de Younes, l'homme providentiel à l'USMH, devront respecter leur adversaire et le prendre très au

sérieux au cours de ce match, car tout reste possible dans une rencontre de 90'. Une concentration totale est demandée aux joueurs qui devraient être à cent pour cent lors de cette confrontation. Pour le MOB, l'heure est à la mobilisation s'il veut sortir du tunnel et enregistrer un nouveau départ. Sans succès pendant neuf matchs, les gars de la ville des Hammadites sont plus que jamais en danger et risquent de se retrouver en Ligue II s'ils continuent de cette manière. Les «Crabes» feront donc tout leur possible pour tenter de revenir avec un résultat probant, même si cela ne sera pas vraiment faci-

le. Les joueurs de Bouzidi, qui a pris en main l'équipe depuis quelque temps, sont appelés à se dépenser à fond s'ils ne veulent pas subir un autre revers. A noter que le MOB se présentera sans son attaquant, Rahal, blessé et qui a déclaré forfait pour ce match. C'est une perte pour le club qui aura du mal à revenir avec un bon résultat avec cette défection, même si Bouzidi considère qu'il devrait pouvoir trouver des solutions pour le r e m p l a c e r .  
**M. M.**

### Glo-CAF Awards 2016

#### Le MOB et Nacer Sandjak nominés

**L**e MO Béjaïa (Ligue 1 algérienne de football) et l'entraîneur algérien Nacer Sandjak sont nommés respectivement dans les catégories du meilleur club et meilleur entraîneur de 2016 dans le cadre des trophées des Glo-CAF Awards, rapporte la Confédération africaine (CAF) sur son site officiel. Le MOB, finaliste de la Coupe de la Confédération, est en concurrence avec Mamelodi Sundowns (Afrique du Sud), vainqueur de la Ligue des champions, le TP Mazembe (RD Congo), vainqueur de la

Coupe de la Confédération, le Zamalek (Egypte) et Zesco United (Zambie). De son côté, Nacer Sandjak, qui a mené le MOB à une finale internationale pour sa première participation, est en lice avec Florent Ibenge (RD Congo), Milutin «Micho» Sredojevic (sélectionneur de l'Ouganda), Pitsso Mosimane (Mamelodi Sundowns) et Florence Omagbemi (équipe nationale féminine du Nigeria). La CAF avait dévoilé le 22 novembre dernier la liste des 5 footballeurs finalistes pour le trophée du meilleur joueur

africain de l'année 2016, dans laquelle figurent les deux internationaux algériens de Leicester City (Premier league anglaise) Riyad Mahrez et Islam Slimani. La short-list comprend également le Gabonais Pierre-Emerick Aubameyang (Dortmund/Allemagne), le Sénégalais Sadio Mané (Liverpool/Angleterre) et l'Egyptien Mohamed Salah (AS Rome/Italie). La cérémonie de remise des Glo-CAF Awards 2016 aura lieu le jeudi 5 janvier 2017 à Abuja, au Nigeria.

### Equipe nationale de handball (dames)

#### L'entraîneur Guernane jette l'éponge

**L'**entraîneur de la sélection algérienne de handball (dames), Guernane Zoheir, a annoncé, dimanche, sa démission de son poste, au lendemain de la participation à la Coupe d'Afrique des nations (CAN Angola-2016) qui a vu le Sept national terminer à la 6<sup>e</sup> place au classement sur 8 équipes. «Notre parcours en Angola était négatif sur toute la ligne au moment où on pouvait faire mieux, d'autant que le tirage au sort nous a été favorable. Je suis démissionnaire et ma décision est irrévocable, je trouve inacceptable ce qui s'est passé en Angola avec ce technicien (Semir Zuzo, ndlr) qui a bousillé tout le travail que nous

avons accompli depuis juillet dernier», a affirmé Guernane. L'Algérie a complètement raté sa sortie en terre angolaise, concédant cinq défaites pour une seule victoire décrochée en match de classement pour la 7<sup>e</sup> place face à la Guinée (33-26). Elle a finalement pris la 6<sup>e</sup> place après la disqualification du Sénégal qui a fait jouer «irrégulièrement» Doungou Camara laquelle a déjà porté les couleurs françaises. «Je pouvais partir avant même le début de la CAN, mais j'ai préféré reporter mon départ pour ne pas perturber le groupe. Il était convenu que Zuzo intègre le staff en tant qu'expert, mais il s'est retrouvé du

jour au lendemain comme le premier responsable, c'est lui qui a établi la liste des joueuses convoquées et le hic c'est qu'il a écarté de la liste des éléments évoluant en France qui pouvaient apporter un plus à cette équipe», a-t-il ajouté. Et d'enchaîner : «Si c'était un technicien de renom qui avait déjà fait ses preuves ailleurs, je n'aurais rien dit, mais engager un technicien qui a travaillé en 5<sup>e</sup> division en France (avec CSM Puteaux, ndlr) est une chose inacceptable que je refuse de cautionner surtout qu'il a été imposé par un membre du Bureau fédéral». Selon Guernane, l'ancien international français a commis en Angola des fautes

dans la méthodologie du sport qu'«un technicien débutant ne ferait pas». «L'équipe s'apprêtait à jouer un match à 17h00, je n'arrive pas à comprendre comment cet entraîneur a pu programmer une séance d'entraînement entre 12h00 et 13h00 sous une chaleur qui frôlait les 40 degrés, alors que les joueuses ont pris leur déjeuner à 14h00, c'est contraire à la méthodologie du sport». Enfin, Guernane a mis en cause «la mauvaise stratégie que suit la Fédération algérienne de handball dans la gestion des différentes sélections nationales».



# LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Dans les communes côtières de la wilaya d'Alger

## Coupe d'eau potable jusqu'à mercredi

L'ALIMENTATION en eau potable sera suspendue dans quatre communes côtières ouest de la wilaya d'Alger du lundi au mercredi en raison de l'arrêt total de la station de dessalement d'eau de mer de Fouka pour des travaux de maintenance, a-t-on appris dimanche auprès de la Société des eaux et de l'assainissement d'Alger (SEAAL). Les communes concernées par cette coupure qui débute lundi à partir de 03.00h jusqu'à mercredi 03.00h sont Mehalma, Zéralda, Staouali et Ain Benian. Selon la SEAAL cette perturbation dans la distribution d'eau potable est due aux travaux de maintenance effectués par la société des Eaux et de l'assainissement de Tipaza. Cet arrêt total de la station aura un impact sur l'approvisionnement en eau potable dans plusieurs communes de la wilaya de Tipaza, à savoir Sidi Rached et Tipaza (haute région) outre les communes de Koléa, Fouka, Douaouda, Chaiba, Bousmaïl et Khemisti. Le rétablissement de l'approvisionnement en eau potable se fera progressivement à partir de mercredi 21 décembre, indique-t-on de même source. Un dispositif de citernage est mis en place pour alimenter en priorité la population, les établissements publics et hospitaliers et réduire les désagréments dans les limites de ses possibilités, indique la même source. K. L.

Festival du film amazigh de Tizi-Ouzou

## 26 productions en compétition pour l'Olivier d'or

AU TOTAL 26 films seront officiellement en compétition pour l'Olivier d'or, la plus haute distinction du Festival culturel national annuel du film amazigh (FCNAFA) qui se tiendra du 17 au 22 décembre courant à Tizi-Ouzou, a-t-on appris lundi de la directrice de la culture. Cette sélection de films pour la 15e édition du FCNAFA, placée sous le thème «Cinéma Amazigh : expression des valeurs mémorielles nationales», comporte 5 films dans la catégorie longs métrages, 8 courts-métrages, 9 documentaires et 4 films d'animation, a indiqué à l'APS Nabila Goumeziane. L'édition 2016 du festival du film amazigh sera marquée par le lancement du concours du meilleur scénario. Onze textes cinématographiques sont déjà en compétition, a-t-on appris de même source. La cérémonie d'ouverture de ce festival aura lieu samedi prochain, au théâtre régional Kateb Yacine. Les autres détails concernant cette cérémonie et le programme du festival seront dévoilés lors d'une conférence de presse qui sera animée prochainement par la directrice de la Culture, a-t-on appris de cette dernière. La Cinémathèque et la maison de la Culture Mouloud Mammeri sont les principaux sites retenus pour la diffusion quotidienne (la matinée et l'après-midi) des films en lice.

Des projections sont également prévues au titre du programme ciné-village, dans plusieurs localités de la wilaya, durant les soirées, a indiqué Mme Goumeziane. Outre le volet compétition, le programme de cette 15ème édition du FCNAFA comporte trois ateliers, dont le premier sur la «Critique de cinéma» qui sera encadré par Latifa Lafer, enseignante au département de langue et culture Amazighe de l'Université Mouloud Mammeri de Tizi-Ouzou, propose d'aborder le domaine de la critique cinématographique à partir de l'analyse de séquences de films. Le deuxième portera sur l'«Actariat» et sera encadré par Aziz Boukrouni, Comédien (théâtre et cinéma). Ces deux ateliers sont destinés aux jeunes cinéphiles, cinéastes, amateurs et étudiants, selon un communiqué diffusé par le commissariat du Festival. Le troisième atelier intitulé «Image de jeunes» et qui sera encadré par Hakim Abdelfatah, directeur de production et assistant réalisateur, a pour but d'initier aux techniques cinématographiques des enfants âgés entre 12 et 15 ans, afin de leur permettre de «découvrir le cinéma sous un autre angle et d'apprendre à s'exprimer en images et aussi à organiser leur propre tournage et montage», a-t-on précisé de même source.

Racim C.

## PEUT-ON SORTIR DU MODÈLE RENTIER ?



Louvis

Djalou@hotmail.com

Boumerdès

## Huit casemates pour terroristes détruites par un détachement de l'ANP

■ Huit casemates pour terroristes et un canon de confection artisanale ont été détruits dimanche à Boumerdès par un détachement de l'Armée nationale populaire, indique lundi un communiqué du ministère de la Défense nationale.

Par Slim O.

«**D**ans le cadre de la lutte antiterroriste, un détachement de l'Armée nationale populaire a détruit, le 11 décembre 2016 à Boumerdès, huit casemates pour terroristes et un canon de confection artisanale», note le

communiqué. D'autre part, et dans le cadre de la lutte contre la contrebande et la criminalité organisée, «un détachement de l'ANP a arrêté, à Sidi Bel-Abbès, deux narcotrafiants et saisi six kilogrammes de kif traité, tandis que des éléments de la Gendarmerie nationale ont saisi

23 kilogrammes à Tlemcen». Par ailleurs, des unités des gardes-côtes «ont mis en échec, à Oran, Ain Téouchent et Annaba, des tentatives d'émigration clandestine de 45 personnes à bord d'embarcations de construction artisanale», ajoute le communiqué. S. O./APS

Célébration du Mawlid à Béjaïa

## Un vieil homme blessé par des produits pyrotechniques

PLUSIEURS blessés ont été enregistrés ces deux derniers jours à Béjaïa. Un vieil homme de 80 ans a été blessé par un pétard à Thala Hamza hier et un feu s'est déclaré dans une maison à Akbou causant des dégâts matériels, selon la Protection civile de la wilaya de Béjaïa qui rappelle-le, a organisé la veille du Mawlid des ateliers sur les gestes de secours ; des gestes qui sauvent, au profit d'un large

public, en association avec les secouristes volontaires. Cette journée a été organisée à la maison de la culture Taos-Amrouche. «Ces gestes et instructions sont d'une utilité certaine pour une culture de santé et de la connaissance du risque, car nul n'est à l'abri d'un quelconque incident», explique le chargé de communication à la Protection civile, le sous-lieutenant Hakim Latrèche. Et d'ajou-

ter: «notre idéal est de former un secouriste dans chaque famille pour s'entourer de gens capables de secourir les autres, en attendant notre arrivée». Il est expliqué les dangers de l'utilisation des produits et les précautions à prendre en cas d'utilisation, etc. Il est donné aussi des conseils et recommandations en cas d'incendies et de blessures. H.C.

Manifestation

## Des dizaines de milliers de Marocains rendent hommage à Mouhcine Fikri

DES DIZAINES de milliers de personnes ont descendu dans les rues de plusieurs villes de la province d'Al-Hoceima (nord du Maroc), et d'autres provinces marocaines, pour dénoncer l'assassinat en octobre dernier d'un vendeur de poisson écrasé dans une benne à ordures. La manifestation a été organisée à l'occasion du 40<sup>e</sup> jour de la mort de Mouhcine Fikri en hommage à sa mémoire et réclamer justice, rapportent lundi des médias

locaux. Mouhcine Fikri, un marchand de poisson d'une trentaine d'années, est décédé le 28 octobre dernier à Al-Hoceima happé par une benne à ordures alors qu'il tentait de s'opposer à la destruction de sa marchandise. «Liberté!», «Justice», «Le peuple veut les assassins du martyr Mouhcine», ont notamment scandé les manifestants, selon des vidéos diffusées sur les réseaux sociaux. «Des commerces ont été fermés par solidarité. Des

taxis se sont mobilisés gracieusement pour transporter les manifestants et des jeunes se sont portés volontaires pour organiser la circulation», selon la même source, indiquant que «des chaînes humaines ont été mises en place pour garder les biens publics et privés. Venus de plusieurs villages et villes de la province d'Al-Hoceima, mais aussi d'autres provinces marocaines, les manifestants se sont rassemblés dans un premier temps à la place

Mohamed VI. Après un géant rassemblement, la foule a sillonné plusieurs rues de la ville tout en marquant des sit-in devant les sièges de la préfecture de police, la cour d'appel, le quartier provincial de la gendarmerie royale avant de retourner à la place Mohamed VI pour clôturer la protestation». «Des slogans anti-Makhzen, anti-Etat n'ont pas manqué à ce rendez-vous», soulignent des médias.

R. I.